



Allongement des vacances d'hiver à cause du Covid : le ministère dit non... pour l'instant

Société Jean-Michel Blanquer a expliqué qu'allonger les congés de février était faisable si la situation sanitaire l'exigeait. Ce mercredi, le ministère a tenu à préciser que l'hypothèse n'est pas d'actualité.



Après les déclarations de Jean-Michel Blanquer, le ministère de l'Éducation nationale a précisé que « le scénario privilégié était celui du maintien des élèves autant que possible en présentiel ». LP/Philippe Lavieille

Le rallongement des vacances d'hiver, c'est non. En tout cas, pour l'instant. Voilà, en substance, la clarification effectuée par le ministère de l'Éducation nationale, ce mercredi après-midi. Il fait suite aux propos de Jean-Michel Blanquer tenus sur Europe 1, mardi matin. « On est forcément ouvert à tous les scénarios », expliquait le ministre, interrogé sur la possibilité de faire durer les prochaines vacances scolaires en cas de troisième vague de Covid-19. Ces congés débutent, selon les zones, le 6 (zone A), 13 (zone C) ou 20 février (zone B), et se terminent le 22 février, 1er ou 8 mars.

« Mon scénario privilégié est toujours de maintenir les calendriers tels qu'ils sont pour que les élèves soient dans la meilleure situation possible. Mais s'il le fallait, on serait capables de faire des choses comme ça », avait encore développé Jean-Michel Blanquer sur les ondes de la radio. Le ministère a donc, 36 heures après cette déclaration, tenu à préciser (un peu) les choses.

« Le projet de prolonger les vacances de février n'est pas d'actualité », indique-t-on ainsi rue de Grenelle. Qui développe : « Comme l'a indiqué le ministre sur Europe 1, l'école peut certes s'adapter aux évolutions possibles de l'épidémie qui ne seraient pas encore connues, mais le scénario privilégié est celui du maintien des élèves autant que possible en présentiel, toujours dans un objectif éducatif et social, avec l'application du protocole sanitaire nécessaire. » L'option la plus indolore socialement et économiquement

Pourtant, une telle mesure pour reprendre le contrôle sur l'épidémie en cas de rebond, c'est l'hypothèse défendue par des épidémiologistes, à commencer par Antoine Flahault, directeur de l'Institut de santé globale à l'université de Genève (Suisse). A nos confrères de l'Express, il a indiqué qu'allonger les vacances d'hiver et, pour compenser, rogner sur celles de l'été, « serait extrêmement utile pour aider à garder le contrôle sur l'épidémie » de Covid-19.

Il a aussi déclaré à l'hebdomadaire que cette mesure serait sans doute « la plus indolore », « socialement et économiquement, et l'une des plus efficaces sur le plan sanitaire », regrettant au passage que la rentrée de janvier ait eu lieu, entraînant un « coût sanitaire trop élevé ». Une « très

mauvaise idée », en revanche, pour des représentants des parents d'élèves.

Myriam Menez, représentante de la PEEP 94, a soulevé plusieurs difficultés posées par un éventuel allongement des vacances d'hiver. Notamment le casse-tête induit par le zonage des congés, « ingérable » pour les familles, notamment recomposées, et la « garde d'enfants », estimant aussi que la période estivale était, par définition, une période avec un fort taux d'absentéisme.



Newsletter L'essentiel du matin

Un tour de l'actualité pour commencer la journée

Quid de la contamination des enfants en milieu scolaire? De son côté, Jean-Michel Blanquer a assuré que « le risque de contamination » des enfants était « plus fort hors du cadre scolaire », revendiquant ainsi un taux de 0,3% d'élèves malades du Covid. Un chiffre à prendre avec des pincettes, expliquaient toutefois plusieurs spécialistes dans Le Parisien, rappelant le manque d'études en matière de contamination à l'école.